

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Asie du Sud

Une publication du SER de New Delhi
N°14 2026

Faits saillants

- ❖ **Afghanistan** : Croissance économique surprenante en 2025, suivie d'un léger ralentissement en 2026, selon la Banque mondiale ;
- ❖ **Bangladesh** : Recul des IDE malgré une hausse annuelle tirée par les réinvestissements ;
- ❖ **Inde** : Rebond de l'inflation en mars ;
- ❖ **Maldives** : Vulnérabilité extérieure accrue selon la BAsD ;
- ❖ **Népal** : Le nouveau gouvernement a présenté un programme ambitieux de transformation économique ;
- ❖ **Pakistan** : L'agence de notation Fitch maintient la note du Pakistan à B-assortie d'une perspective stable ;
- ❖ **Sri Lanka** : La BAsD ajuste ses prévisions dans un contexte incertain.

À RETENIR

3,4%

IPC indien au mois de mars 2026

Afghanistan

Croissance économique surprenante en 2025, suivie d'un léger ralentissement en 2026, selon la Banque mondiale

En 2025, l'économie afghane a subi plusieurs chocs externes majeurs, à savoir la forte baisse de l'aide internationale, fermetures prolongées de la frontière pakistanaise, sécheresse, séismes, ainsi que les retours massifs de réfugiés depuis l'Iran et le Pakistan. L'ensemble de ces facteurs a entraîné une hausse estimée de 11% de la population sur l'exercice budgétaire 2025, essentiellement sous l'effet d'un solde migratoire positif.

Dans ce contexte, l'économie est demeurée fragile, malgré la poursuite d'une reprise modérée après les fortes contractions de 2021-22. Le PIB réel aurait progressé de 4,8% en 2025, soutenu principalement par la consommation privée et le redressement des activités non agricoles, en lien notamment avec le soutien apporté à la demande intérieure par l'arrivée des rapatriés. En revanche, le PIB par habitant se serait contracté de 5,6%, la croissance démographique ayant excédé la progression de l'activité. L'inflation a par ailleurs augmenté, sous l'effet du redressement de la demande et du renchérissement des coûts commerciaux et logistiques lié aux fermetures frontalières.

Pour 2026, la croissance est projetée à 4%, portée par l'amélioration de la demande, la hausse de l'investissement privé et une insertion plus favorable des rapatriés sur le marché du travail. Les perspectives restent toutefois exposées à des risques importants. Le conflit en cours au Moyen-Orient pourrait affecter l'activité via des perturbations commerciales et une intensification des flux migratoires. Dans la mesure où environ 60% du commerce extérieur transite par l'Iran, une interruption de ce corridor pèserait sur la croissance et accentuerait les tensions inflationnistes, même si des réorientations commerciales pourraient en limiter partiellement les effets. Enfin, un nouvel afflux massif de rapatriés exercerait, à court terme, une pression supplémentaire sur le revenu par habitant, dans un contexte de capacité d'absorption limitée du marché du travail.

[Middle East, North Africa, Afghanistan & Pakistan Economic Update - April 2026, Banque mondiale](#)

Bangladesh

Pressions budgétaires exacerbées par la hausse du service de la dette

Le Bangladesh fait face à une montée significative des pressions budgétaires, avec près de 26 Mds USD de service de la dette extérieure à rembourser sur la période 2026 à 2030. Ce montant comprend 18,38 Mds USD de principal et 7,6 Mds USD d'intérêts, selon les données de la Division des relations économiques extérieures (ERD) du ministère des Finances.

En perspective, cette charge apparaît particulièrement élevée : près des deux tiers du total remboursé depuis l'indépendance du pays (environ 40 Mds USD) devront être honorés au cours des cinq prochaines années.

Le poids annuel du service de la dette devrait ainsi augmenter progressivement, passant d'environ 4,7 Mds USD sur l'exercice en cours à un pic de 5,5 Mds USD en 2030. Cette

dynamique intervient dans un contexte de hausse de la dette extérieure, qui a atteint 77,3 Mds USD en juin 2025, ainsi que de faibles marges budgétaires liées à un ratio recettes fiscales/PIB inférieur à 7 %.

Cette situation s'explique notamment par l'entrée en phase de remboursement de plusieurs projets d'infrastructures financés par emprunt, ainsi que par les prêts contractés durant la période post-Covid. Elle est également exacerbée par un environnement externe défavorable (hausse des prix de l'énergie, tensions géopolitiques) et par des retards dans la mise en œuvre de certains projets, limitant leur rentabilité économique.

[Fiscal pressure builds as Bangladesh faces \\$26b debt servicing in next five years | The Business Standard](#)

Ralentissement record du crédit au secteur privé

La croissance du crédit au secteur privé au Bangladesh est tombée à un niveau historiquement bas de 6,03 % en février, contre 10,13 % en juillet 2024, confirmant un ralentissement marqué de la dynamique de financement. Ce repli s'explique notamment par une politique monétaire restrictive, des taux d'intérêt élevés et une demande de crédit en recul dans un environnement économique incertain. Parallèlement, le recours accru de l'État au financement bancaire a contribué à réduire l'accès au crédit pour les entreprises.

À ces facteurs s'ajoutent les fragilités du système bancaire, marquées par un niveau élevé de prêts non performants – environ un tiers des encours – qui limite la capacité des banques à soutenir l'activité économique. Les contraintes structurelles, telles que les pénuries d'énergie et les insuffisances d'infrastructures, continuent également de freiner les décisions d'investissement, incitant les entreprises à différer leurs projets.

Dans ces conditions, les perspectives de reprise du crédit demeurent limitées à court terme, les incertitudes économiques et financières continuant de peser sur la confiance des acteurs.

[Private credit growth drops to record low, near-term recovery unlikely | The Business Standard](#)

Prévisions contrastées de croissance entre la BAsD et le FMI

Les perspectives de croissance du Bangladesh restent contrastées selon les institutions internationales. La Banque asiatique de développement (BAsD) prévoit une reprise modérée du PIB à 4,0 % sur l'exercice 2025-26, puis à 4,7 % en 2026-27, traduisant un redressement progressif après le ralentissement récent.

À l'inverse, le Fonds monétaire international (FMI) adopte une lecture plus prudente à moyen terme. Il anticipe une croissance de 4,7 % en 2025-26, mais prévoit un ralentissement à 4,3 % en 2026-27, en raison de fragilités persistantes de l'économie.

Malgré ces divergences, les deux institutions s'accordent sur le caractère graduel et fragile de la reprise. Celle-ci dépendra notamment de la stabilisation du contexte politique, du renforcement de la mobilisation des recettes fiscales et de la résolution des vulnérabilités du secteur financier.

Par ailleurs, les perspectives restent soumises à des risques importants, notamment liés à un environnement international incertain, à la persistance de l'inflation et aux contraintes structurelles internes, qui continuent de peser sur l'investissement et la croissance.

La reprise attendue de l'économie bangladaise apparaît encore incertaine, reflétant un équilibre fragile entre facteurs de soutien et vulnérabilités persistantes.

[Bangladesh's GDP growth to recover to 4% in FY26, higher in FY27: ADB | The Business Standard](#)

Inde

Rebond de l'inflation en mars

L'inflation de détail en Inde a augmenté à 3,4 % en mars 2026, contre 3,21 % en février, selon les données officielles. Il s'agit du niveau le plus élevé depuis un an, bien qu'encore en deçà du seuil de 4% fixé par la Banque centrale indienne. L'inflation demeure par ailleurs plus élevée en zone rurale (3,63 %) qu'en zone urbaine (3,11 %).

Cette hausse est imputable aux facteurs externes liés aux tensions géopolitiques, notamment le conflit entre les États-Unis et l'Iran, qui perturbe les flux commerciaux mondiaux et renchérit certaines matières premières, ainsi qu'à l'augmentation des prix des denrées alimentaires, estimée à 3,9 %.

En parallèle, l'inflation de gros s'est nettement accélérée en glissement annuel, passant de 2,1 % en février à 3,9 % en mars, soit son niveau le plus élevé depuis plus de trois ans. Cette dynamique est portée par la hausse des prix de l'énergie, des biens manufacturés et, plus largement, par l'augmentation des coûts de production.

Si la guerre en Iran persiste, les économistes anticipent le maintien élevé des tensions inflationnistes en raison des fluctuations du prix de l'énergie sur les marchés mondiaux. Dans ce contexte, l'inflation pourrait se rapprocher ou dépasser les 4 % dans les prochains mois, notamment sous l'effet des coûts de production plus élevés et des incertitudes liées au contexte international.

Par ailleurs, les données reposent sur une nouvelle base de calcul de l'indice des prix (CPI), ce qui peut influencer les comparaisons avec les périodes précédentes.

[India's March retail inflation quickens to 3.4% as US war on Iran disrupts global trade flows - The Economic Times](#)

Quels risques pour l'économie indienne en cas de mousson déficitaire ?

Selon un article de The Hindu, le département météorologique indien prédit une mousson inférieure à la normale en 2026, et ce, directement liée au risque climatique El Niño - qui tend à réduire les pluies en Inde.

En effet, les prévisions du département indiquent des précipitations autour de 94 %, légèrement en dessous de la moyenne comprise entre 96 et 104%, avec une répartition inégale des pluies et un affaiblissement attendu en fin de saison.

Dans ce contexte, l'économie rurale indienne serait confrontée à une combinaison de risques particulièrement défavorable à la fois liée à la mousson potentiellement déficitaire conjuguée à une hausse des coûts des intrants agricoles, notamment les engrais, entraînée par les tensions géopolitiques en cours au Moyen-Orient.

Cette double contrainte pourrait peser sur la production agricole, réduire les revenus des agriculteurs et freiner la demande rurale, tout en alimentant les pressions inflationnistes sur les denrées alimentaires, première source de l'inflation en Inde.

Les répercussions pourraient également s'étendre aux finances publiques, via une hausse des subventions et des coûts liés aux produits énergétiques. Bien que le secteur agricole ne représente qu'une part de 15% du PIB, il mobilise près de la moitié de la population active, ce qui confère à la mousson un rôle critique dans l'économie indienne.

[Dual risks of monsoon deficit and rising input costs threaten India's rural economy in 2026: Report - The Economic Times](#)

Le Fonds Monétaire International réhausse légèrement sa projection de croissance de l'Inde pour l'exercice 2026-27

Le Fonds monétaire international (FMI) a relevé sa prévision de croissance pour l'Inde à 6,5 % pour l'exercice budgétaire 2026-27, contre des estimations précédentes légèrement inférieures.

Cette révision à la hausse reflète principalement la forte dynamique économique héritée de 2025, ainsi que certains facteurs externes favorables, comme la baisse des droits de douane américains, qui contribue au maintien des exportations indiennes.

Cette amélioration intervient malgré un contexte international incertain, marqué par la guerre au Moyen-Orient, susceptibles de peser sur la croissance mondiale et d'alimenter les tensions inflationnistes.

Dans ce contexte, l'Inde apparaît comme l'une des économies majeures les plus résilientes, avec une trajectoire de croissance solide, même si des risques subsistent à moyen terme liés à l'évolution du conflit et aux conditions économiques globales.

Pour rappel, la Banque mondiale et la Banque Centrale indienne (RBI) prévoit sur l'exercice en cours 6,6%, tandis que la Banque asiatique de développement projette 6,9%.

[India has ample buffers to weather headwinds from Middle East conflict: World Bank - The Economic Times](#)

Maldives

Vulnérabilité extérieure accrue selon la BAsD

Les Maldives subissent un choc particulièrement sévère en raison de leur forte dépendance au tourisme et aux importations de pétrole (près de 11% du PIB en 2024). Le remboursement récent du sukuk n'a pas résolu les fragilités de fond : les marges de sécurité extérieures restent extrêmement faibles et constituent aujourd'hui le principal facteur de risque. Pour 2026, la Banque asiatique de développement anticipe une nette décélération de la croissance à 1%, après 5,4% en 2025, avec une inflation estimée à 5% dans un scénario de stabilisation rapide, qui paraît déjà dépassé. En 2027, la croissance remonterait modestement à 3%. Le tourisme continuerait de progresser en volume grâce à l'ouverture du nouvel aéroport, mais avec des recettes moins dynamiques car les visiteurs séjournent moins longtemps en moyenne. En cas de hausse durable du pétrole, le pays pourrait connaître une récession cette année. La situation budgétaire et financière demeure très contrainte. Les autorités font face à des arriérés envers les contractants, à une montée des dépenses courantes, notamment salariales, et à un surcoût énergétique. Le coût net du choc pour 2026 est estimé entre 150 et 200 MUSD, soit environ 7% des dépenses. La dette publique, bien qu'en baisse après le remboursement du sukuk, reste

très élevée à environ 128 % du PIB, tandis que l'exposition des banques locales au risque souverain s'accroît.

[BAsD](#)

Le remboursement d'un sukuk fait exploser le déficit budgétaire

La presse locale, citant le dernier rapport hebdomadaire du ministère maldivien des Finances arrêté au 2 avril 2026, souligne que les recettes budgétaires ont atteint 12,4 Mds MVR, en hausse de 11,6 % sur un an. Elle ajoute que l'excédent budgétaire a atteint 2,3 Mds MVR à la même date, à comparer à 1,8 Mds MVR en 2025. Cette amélioration cache en fait l'explosion du coût de la dette et notamment du remboursement du sukuk de 500 MUSD et d'un coupon de 24,7 MUSD intervenue le 2 avril dernier. Après retraitement, le déficit passe de 0,6 Md MVR au 2 avril 2025 à 6,2 Mds MVR au 2 avril 2026, soit 5% du PIB.

[Ministère des Finances](#)

Conséquences financières directes de la guerre en Iran pour les Maldives

Pour la période allant du 28 février au 17 avril 2026, le surcoût lié à l'importation de pétrole par les Maldives (12 800 barils/jour en moyenne) s'élève à plus de 29 MUSD (0,3% du PIB). Le nombre de touristes accueillis entre le 1er mars et le 15 avril 2026 a baissé de 22% par rapport à la période correspondante de l'année dernière, alors que la tendance était très positive au début de l'année, ce qui représente un coût direct supérieur à 172 MUSD (plus de 2% du PIB).

Népal

Le nouveau gouvernement a présenté un programme ambitieux de transformation économique

Le gouvernement népalais s'est fixé pour objectif une croissance moyenne de 7% sur cinq ans, afin de porter le revenu par habitant à 3000 USD et le PIB à 100 Mds USD. Le projet de National Commitment, qui reprend les priorités de six grands partis, prévoit notamment de ramener la pauvreté multidimensionnelle à 10%, de créer 1,5 million d'emplois, d'étendre l'irrigation à 300 000 hectares, de porter le budget de la santé à 8% du budget annuel, d'augmenter la capacité électrique à 30 000 MW en dix ans et d'émettre chaque année 100 Mds NPR d'obligations pour la diaspora. Le plan met aussi l'accent sur le rôle du secteur privé, la numérisation de l'économie et la réduction des déséquilibres de marché.

[Govt pledges \\$100 billion GDP, \\$3,000 per capita income in 5 years](#)

Faibles dépenses d'investissement au cours des neuf premiers mois de l'exercice

Au cours des neuf premiers mois de l'exercice 2025/26, les dépenses en capital du gouvernement népalais n'ont atteint qu'environ 644 M USD, soit 23,58% de l'allocation annuelle, fixée à environ 2,73 Mds USD. Ce niveau est inférieur à celui observé à la même période de l'exercice précédent, où les dépenses d'investissement s'élevaient à environ 689 M USD. Selon le ministère des Finances, cette sous-exécution s'explique par des contraintes structurelles persistantes : préparation insuffisante des projets, retards dans les acquisitions foncières, difficultés d'autorisations et lenteur des paiements aux entreprises, auxquelles se sont ajoutées les perturbations liées à la transition politique et aux élections du 5 mars.

[Govt capital spending lags at 23.58 percent in nine months, down from last FY](#)

Conséquences du conflit au Moyen-Orient

Le conflit en Asie de l'Ouest expose le Népal à des risques économiques significatifs, en raison de sa dépendance aux transferts des travailleurs migrants au Moyen-Orient et aux importations d'énergie. Environ 1,2 million de travailleurs népalais sont employés dans la région, principalement dans les pays du Golfe, qui représentent près de 40% des envois de fonds vers le Népal, soit environ 1,5 Md USD par mois. A ce stade, 2 300 travailleurs seraient déjà rentrés et plus de 72 000 se sont enregistrés auprès des autorités en cas de détérioration de la situation. Une prolongation du conflit pourrait ainsi peser sur les transferts, les revenus des ménages et le marché du travail domestique.

Le choc passe également par les prix de l'énergie. Les perturbations affectant les infrastructures pétrolières et les routes maritimes, notamment dans le détroit d'Ormuz, alimentent la hausse et la volatilité des cours mondiaux. Pour le Népal, entièrement dépendant des importations de produits pétroliers, cela se traduit par un renchérissement des coûts de transport, de production et des biens essentiels, avec déjà des tensions signalées sur l'approvisionnement en gaz de cuisson. Cette dynamique accentue les pressions inflationnistes, en particulier pour les ménages modestes et les travailleurs journaliers.

Pakistan

L'agence de notation Fitch maintient la note du Pakistan à "B-", assortie de perspectives stables

L'agence de notation Fitch a décidé cette semaine de maintenir la note souveraine de long terme du Pakistan (Long-Term Issuer Default Rating) à B-, assortie de perspectives stables. Cette décision, qui intervient après la révision de l'an dernier ayant relevé la note de CCC+ à B-, reflète les efforts des autorités en matière de consolidation budgétaire et de stabilisation macroéconomique dans le cadre des programmes soutenus par le FMI. Si Fitch souligne la persistance de vulnérabilités externes, l'agence estime néanmoins que le rôle de médiateur joué par le Pakistan dans la crise au Moyen-Orient pourrait contribuer à atténuer certains effets négatifs. Elle anticipe par ailleurs une croissance du PIB d'environ 3,1 % pour l'exercice fiscal 2026, légèrement supérieure à celle de 2025, soutenue par une confiance accrue des investisseurs et la baisse des coûts d'emprunt, tandis que l'inflation devrait remonter à près de 7,9 %, sous l'effet de la hausse des prix de l'énergie et de l'ajustement des subventions.

<https://www.fitchratings.com/research/sovereigns/fitch-affirms-pakistan-at-b-outlook-stable-13-04-2026>

L'Arabie saoudite annonce un soutien financier de 8 Mds USD au Pakistan

L'Arabie saoudite a annoncé un paquet de soutien financier d'environ 8 Mds USD au Pakistan, destiné à renforcer les réserves de change et à aider le pays à faire face à ses besoins de financement externe, notamment après le remboursement de 3,5 Mds USD aux Émirats arabes unis.

Ce soutien comprend un nouvel engagement de 3 Mds USD sous forme de dépôt du Fonds saoudien pour le développement auprès de la Banque centrale du Pakistan (State Bank of Pakistan – SBP), dont une première tranche de 2 Mds USD a déjà été reçue et créditée le 15 avril, ainsi que l'extension, sur une durée plus longue, d'un dépôt existant de 5 Mds USD, désormais affranchi des anciens mécanismes de rollover annuels.

Ces engagements font suite à la visite du ministre saoudien des Finances et aux discussions tenues à Washington en marge des assemblées de printemps du FMI et de la Banque mondiale.

Le gouvernement pakistanais, représenté par le ministre des Finances Muhammad Aurangzeb, a indiqué que ces apports visent à stabiliser la position extérieure et à répondre aux exigences du programme avec le FMI, notamment en maintenant un niveau de réserves conforme à l'objectif d'environ 18 Mds USD d'ici la fin de l'exercice.

[Pakistan, Saudi Arabia sign agreement to extend \\$3bn deposit - Pakistan - DAWN.COM](#)

Résultats du compte courant pour les 9 mois de l'exercice budgétaire 2026

Le Pakistan a enregistré sur les neuf premiers mois de l'exercice budgétaire 2026 un compte courant quasi à l'équilibre, à +8 M USD, contre un excédent de 1,67 Md USD sur la même période de l'exercice précédent. Cette évolution s'explique principalement par la dégradation du déficit commercial, en hausse de 26 % sur la période, les importations progressant de 8 % tandis que les exportations reculent de 6 %.

Sur le mois de mars 2026, le compte courant enregistre toutefois un excédent marqué de 1,07 Md USD, contre 1,28 Md USD un an plus tôt, porté par une hausse saisonnière des transferts de travailleurs expatriés avant l'Eid et une amélioration ponctuelle du solde commercial. Les exportations s'établissent à 3,4 Mds USD en mars (-3 % en g.a.), tandis que les importations atteignent 5,8 Mds USD, quasi stables sur un an.

Le solde du revenu primaire demeure déficitaire, à 607 M USD en mars 2026, en amélioration par rapport à 678 M USD un an plus tôt, et s'inscrit à 6,4 Mds USD sur neuf mois contre 6,7 Mds USD sur la même période de l'exercice précédent. Le revenu secondaire atteint 4,1 Mds USD en mars (-4 % en g.a.), et progresse à 32,0 Mds USD sur neuf mois (+9 %), soutenu par les transferts de travailleurs.

A noter : les transferts de travailleurs expatriés s'élèvent à 3,8 Mds USD en mars 2026 (-6 % en g.a.), mais progressent à 30,3 Mds USD sur neuf mois (+8,2 %), avec une hausse marquée en glissement mensuel (+16,5 % par rapport à février), notamment en provenance d'Arabie saoudite et des Émirats arabes unis.

Sur le plan financier, le compte financier enregistre un excédent de 1,08 Md USD en mars 2026, après déficit sur les mois précédents, mais ressort en déficit de 162 M USD sur neuf mois contre un excédent de 1,04 Md USD un an plus tôt.

A noter : les investissements directs étrangers (IDE) s'établissent à 167,6 M USD en mars 2026, en hausse sur un an, mais reculent sur l'ensemble des neuf mois de l'exercice FY26 à 1,36 Md USD contre 1,86 Md USD sur la même période de l'exercice précédent.

https://www.sbp.org.pk/ecodata/BPM6_c.pdf

Sri Lanka

La BASD ajuste ses prévisions dans un contexte incertain

Le pays aborde 2026 sur des bases macroéconomiques plus solides, mais dans un environnement encore très incertain. Selon le scénario central la croissance, portée par la reconstruction post-cyclone et les mesures de soutien à l'économie, atteindrait 4% en 2026 et

4,2% en 2027. L'inflation atteindrait en moyenne 5,2% en 2026 avant de revenir à 4% en 2027. Selon un scénario alternatif où le conflit durerait plus longtemps, l'économie pourrait enregistrer une contraction de 0,5 % en 2026 suivie d'une reprise limitée à 0,8 % en 2027. Dans ce cas, l'inflation atteindrait 3% en 2026 et 5% en 2027. Parmi les principaux risques identifiés figurent l'incertitude persistante sur la politique commerciale américaine, la sécheresse, la baisse des recettes fiscales liées aux importations de véhicules qui s'essouffent, la hausse du prix des engrais qui pèsera sur la production agricole, ainsi qu'un resserrement des conditions financières qui limitent la capacité de la banque centrale à abaisser ses taux sans accentuer la dépréciation de la roupie sri-lankaise (1,8% par rapport à l'USD depuis le début de l'année). La vulnérabilité du pays aux cours des hydrocarbures et la forte exposition du pays à une baisse du tourisme ajoutent aux difficultés de prévision.

[BAsD](#)

Conséquences financières directes de la guerre en Iran pour le Sri Lanka :

Pour la période allant du 28 février au 17 avril 2026, le surcoût lié à l'importation de pétrole par le Sri Lanka (115 000 barils/jour en moyenne) s'élève à près de 265 MUSD (0,3% du PIB). Le nombre de touristes accueillis entre le 1er mars et le 5 avril 2026 a baissé de 19,3% par rapport à la période correspondante de l'année dernière, alors que la tendance était très positive au début de l'année, ce qui représente un coût direct supérieur à 64 MUSD (moins de 0,1% du PIB). Ces pertes sont pour l'instant largement compensées par la croissance des transferts de migrants, qui ont atteint 2,3 Mds USD au cours du 1er trimestre de 2026 à comparer à 1,8 MdUSD au cours de la période correspondante de 2025, affichant une hausse de 481 MUSD entre les deux périodes (0,5% du PIB).

Notation des obligations souveraines à long terme par les principales agences et notes-pays
Coface

	Moody's		Standard & Poor's		Fitch		Coface	
	Note-pays	Perspective	Note	Perspective	Note	Perspective	Risque-pays	Climat des affaires
Inde	Baa3	Stable	BBB	Stable	BBB-	Stable	B	A4
Bangladesh	B2	Negative	B+	Stable	B+	Stable	D	C
Pakistan	Caa1	Stable	B-	Stable	B-	Stable	D	C
Sri Lanka	Caa1	Stable	CCC+	Stable	CCC+	-	D	B
Népal	-	-	-	-	BB-	Stable	C	B
Maldives	Caa2	Negative	-	-	CC	Stable	D	C

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de New Delhi

erwan.andaloussi@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER de New Delhi, SE d'Islamabad, SE de Colombo, SE de Dhaka, et Antenne de Bombay

Abonnez-vous : erwan.andaloussi@dgtresor.gouv.fr